

Le pouvoir aux travailleurs

13 Février 2011

N° 169

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|--|---------|
| <u>EDITORIAL :</u> | |
| - TRAVAILLEURS, AU DELA DE CETTE ELECTION SACHONS NOUS RETRouver SUR NOS REVENDICATIONS COMMUNES POUR NOUS FAIRE RESPECTER | 2 - 3 |
| - DUEKOUÉ : LA SITUATION CONTINUE DE SE DETERIORER | 4 |
| - LAKOTA – ABENGOUROU ET AUTRES : LA VIOLENCE INTER-ETHNIQUE GAGNE DU TERRAIN | 4 - 5 |
| - PANEL DE L'UNION AFRICAINE : UN AUTRE BALLET DIPLOMATIQUE ET RIEN DE PLUS | 5 |
| - ABOBO ET ANYAMA : COMMENT LES HABITANTS VIVENT LE COUVRE-FEU | 6 |
| - LES PRIX FLAMBENT, IL FAUT UNE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES | 8 |
| - NE PAYONS PAS AVEC NOTRE SANG UN COMBAT QUI N'EST PAS LE NOTRE | 9 |
| - FILTISAC : DERRIERE LA FACADE DE LA MODERNITE, LA REALITE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS | 9 |
| - FILTISAC : NOUS NE SOMMES PAS DES ANIMAUX ! | 9 |
| - FILTISAC : OU EN EST-ON DE LA SITUATION DE NOTRE COLLEGE BLESSE PAR BALLE PAR L'ONU-CI ? | 10 |
| - APRES LES REVOLTES POPULAIRES EN TUNISIE ET EN EGYPTTE ET AVANT CELLES QUI COUVENT AILLEURS EN AFRIQUE | 11 - 14 |

E d i t o r i a l

**TRAVAILLEURS, AU DELA DE CETTE ELECTION SACHONS NOUS RETROUVER
SUR NOS REVENDICATIONS COMMUNES POUR NOUS FAIRE RESPECTER**

Plus de deux mois après le second tour des élections présidentielles, la crise post-électorale n'a toujours pas connu son dénouement. L'Union Africaine a désigné un « panel » constitué de cinq chefs d'Etat, pour tenter de dénouer le problème.

Obama et Sarkozy ont certes affiché leur préférence pour Ouattara. Il a sans doute donné pleine satisfaction aux grands de ce monde et surtout au milieu des banques et de la finance internationale pour avoir été un bon serviteur du FMI (Fond Monétaire International). Cela se passait à une époque où cet organisme imposait les tristement célèbres « plans d'ajustements structurels » aux gouvernements des pays du tiers monde pour que ceux-ci répercutent impitoyablement le poids de leurs dettes internationales sous forme de ponctions sur les budgets des services publics et sous forme d'attaques contre le niveau de vie des salariés de l'Etat. Ca s'est traduit par une catastrophe pour toutes les classes pauvres.

Pour l'instant les grandes puissances continuent de boudier Gbagbo mais elles savent très bien que celui-ci n'a rien à leur refuser. Les affaires des compagnies françaises et américaines ont d'ailleurs été fructueuses durant les dix ans que Gbagbo a été au pouvoir. Ils le craignent tellement peu que récemment plusieurs députés sarkozistes s'apprêtaient à faire le déplacement pour être reçus par Gbagbo au palais présidentiel. Manière pour eux de le reconnaître en tant que président.

Ouattara quant à lui avait été Premier ministre de Houphouët. A ce titre il n'avait fait preuve d'aucun état d'âme pour procéder à des coupes sombres sur les budgets des services publics à tel point que les hôpitaux et les centres de santé ont été laissés à l'abandon. Les soins qui étaient jusque-là gratuits ont commencé à devenir payants. Les salaires des nouveaux enseignants ont été divisés par deux. Les postes de ceux qui partaient à la retraite n'étaient plus remplacés. Des milliers de « journaliers » dans l'administration ont été jetés à la rue.

Tout cela pour dire que ceux qui parmi les travailleurs pensent qu'avec lui ce sera meilleur, se trompent complètement.

Ouattara et Gbagbo ont eu des parcours différents. Ce dernier s'est construit une réputation de démocrate voire de "socialiste" pour

avoir été le principal opposant au régime d'Houphouët Boigny à l'époque où celui-ci, secondé pendant quelques années par Ouattara, imposait le régime de parti unique. Gbagbo a connu la prison et les années d'exil.

Cela n'a pas empêché qu'une fois au pouvoir, sa première mesure a été en faveur des riches : il a demandé une « trêve sociale » aux ouvriers alors que leurs conditions de vie et de travail étaient déjà complètement dégradées. Cela, bien entendu, au nom de « l'intérêt national » !

Il a fait le choix de ne pas rétablir l'ancien « code de travail » démolit par Bédié. Ce code de travail obligeait les patrons à embaucher les travailleurs ! Le rétablir ne coûtait pas de l'argent à l'Etat et aurait permis l'embauche de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs aujourd'hui réduits à être des journaliers à vie ! Gbagbo ne l'a pourtant pas fait. Ce n'était pas de sa part une question d'argent. C'était un choix politique clair contre la classe ouvrière, en faveur des exploités !

En 2008, quand les femmes sont sorties dans les rues avec leurs casseroles pour protester contre la flambée des prix qui les réduisait elles et leurs familles dans la misère, Gbagbo aurait pu obliger le patronat à augmenter les salaires. Non seulement, il ne l'a pas fait mais il a au contraire envoyé ses « corps habillés » tirer sur les femmes, causant la mort de l'une d'entre elle à Yopougon et d'un enfant à Port-Bouët.

Autant dire, il n'y a absolument aucun intérêt à préférer l'un plutôt que l'autre de ces deux concurrents au pouvoir qui ne se différencient que par leur verbiage et qui veulent, l'un comme l'autre, appliquer une politique conforme aux intérêts des classes riches.

Le rôle que l'un ou l'autre veut jouer c'est celui d'obliger les travailleurs à accepter les bas salaires et les mauvaises conditions d'existence. Ils sont prêts à nous les imposer par la violence de l'appareil d'Etat au cas où nous nous soulèverions pour réclamer notre droit de vivre dignement et décemment.

Quel qu'a pu être notre préférence lors des élections présidentielles, nous les travailleurs avons aujourd'hui tout intérêt à effacer les rancœurs et le poison de la division que chacun des deux camps a distillé dans nos esprits. Si nous sommes unis pour nos intérêts et si nous trouvons le chemin de notre organisation, nous avons la force de faire échec aux attaques patronales et gouvernementales contre notre niveau de vie.

DUEKOUÉ : LA SITUATION CONTINUE DE SE DETERIORER

Cela fait plus d'un mois que les affrontements ont eu lieu. Ces affrontements de trois jours ont causé la mort de plus de 40 personnes, fait des centaines de blessés et plusieurs milliers de déplacés. Aujourd'hui ces milliers de déplacés sont entassés dans des endroits différents selon leurs appartenances ethniques. Les Guérés sont à la mission catholique, quant aux autres communautés, elles sont dans le quartier « Kokoman ».

Des rencontres de réconciliations entre les différentes communautés ont été entreprises par les autorités locales pour régler le différent. Ce qui a abouti à un calme précaire dans la cité. Mais d'après les dires du prêtre de la mission catholique, la situation des déplacés se complique du fait de la promiscuité. Et le risque de propagation d'une épidémie est grand. Déjà au bout d'un mois, ce seul centre d'accueil enregistre 11 morts.

Quant à la situation sanitaire, elle ne cesse de se dégrader. Le personnel qualifié est à 20% de l'effectif habituel, pour tout le district. Du coup, ce sont des volontaires sans compétences requises qui donnent des coups de main. Cinq centres de santé sont fermés par manque de personnel soignant. Une crise alimentaire se profile aussi à l'horizon par le fait que

les populations des villages se déplacent vers la ville de peur des représailles de part et d'autre.

Mais au lieu que les autorités se préoccupent de cela, elles donnent dans la propagande haineuse avec des propos ethnistes. Il ne se passe pas un jour où la télévision nationale ne diffuse des images de Duékoué faisant croire que ce sont seulement les Guérés qui ont été massacrés par les malinkés. Faisant croire aussi que ce sont seulement les domiciles des Guérés qui ont été détruits ou saccagés. A chaque journal télévisé, avant de parler d'un don, ne serait-ce que pour quelques sacs de riz, on fait passer les mêmes images du quartier guéré qui a été brûlé par, disent-ils, les « assaillants ». Pourtant dans le journal Fraternité-Matin du 10 février, le prêtre parle de 250 maisons détruites dont plus de 50 boutiques saccagées ou brûlées, plus de 300 têtes de bœufs volés du côté des malinkés.

Cette manière de présenter les faits ne fera qu'envenimer non seulement les relations entre les populations habitant Duékoué, mais aussi ailleurs dans les quartiers populaires où les mêmes communautés cohabitent dans des cours communes ou sur les lieux de travail.

LAKOTA - ABENGOUROU ET AUTRES : LA VIOLENCE INTER-ETHNIQUE GAGNE DU TERRAIN

Après les violents affrontements de Duékoué au début du mois de janvier, ce fut le tour de la ville de Lakota le 12 janvier et de celle d'Abengourou le 24 janvier où les différentes communautés se sont

affrontées à l'arme blanche et aux fusils.

A Lakota, tout est parti d'un simple problème de contrôle de corridor entre les jeunes Dida et les transporteurs qui sont en majorité des

Malinkés. C'est ce problème de partage de butin de racket qui a dégénéré en un affrontement interethnique parce que déjà sur le terrain, il existait des ingrédients pour attiser la haine de chaque côté. Cette violence a fait officiellement 11 morts et des centaines de déplacés avec des dégâts matériels importants de part et d'autre, selon le Préfet.

Quant à l'affrontement d'Abengourou, suite au mot d'ordre de « ville morte » lancé par le RHDP, il a opposé les militants du RHDP aux militants fascistes venus spécialement d'Abidjan pour cette raison. Il s'avère que le nouveau secrétaire de la Fesci est de cette ville et donc il s'opposait à ce que les autres prennent soi-disant

la ville en « otage ». Donc ce fut une descente punitive. Cette fois-ci, ce sont des éléments de l'armée basée à Bondoukou qui leur sont venus en aide. Ils ont tiré dans le tas faisant trois morts dans le camp des manifestants du RHDP.

Les villes comme Dabou, Agnibilékro ont connu aussi des journées de violence quelques fois faisant aussi de morts. Cette situation montre que la violence interethnique ne cesse de gagner du terrain depuis le deuxième tour de l'élection présidentielle. Si depuis quelques jours un calme précaire règne, cela n'écarte pas un nouveau rebondissement. Toute la presse continue à attiser la haine.

**PANEL DE L'UNION AFRICAINE :
UN AUTRE BALLET DIPLOMATIQUE ET RIEN DE PLUS**

Pour soit disant trouver une issue à la crise post électorale, l'union africaine (UA) a chargé un groupe de cinq chefs d'Etat pour faire une autre médiation entre le camp Gbagbo et le camp Ouattara. Pour cela, des "experts" sont venus à Abidjan pour interroger et écouter les deux protagonistes et leurs proches pendant cinq jours. C'est à partir du rapport de ces "experts" que le groupe des cinq prendrait des décisions prétendument « contraignantes ».

Mais d'ores et déjà, des voix se sont levées dans chaque camp pour dénoncer la composition même de ce groupe de médiateurs : Les uns trouvant Jacob Zuma trop ami avec Gbagbo et les autres Blaise Compaoré trop allié à Ouattara.

Alors on peut se demander ce que va accoucher ce nième ballet diplomatique à part un souriceau peut-être.

L E U R S O C I E T E

ABOBO ET ANYAMA : COMMENT LES HABITANTS VIVENT LE COUVRE-FEU

A la suite de la mort de corps habillés, début janvier, lors d'affrontements armés, un couvre feu a été instauré dans les communes d'Abobo et Anyama. Depuis lors, ce couvre feu est reconduit de semaine en semaine et cause d'énormes désagréments aux populations pauvres de ces quartiers.

Par exemple, les ouvriers de Filitisac ont vu leur programme changer et dorment désormais au travail une ou deux nuits laissant leur famille à la maison. Ceux travaillant à la zone industrielle de Yopougon sont obligés d'attendre jusqu'aux environs de 6h30 pour avoir un véhicule de transport en commun, avec le risque d'arriver en retard au boulot ; sans oublier les nombreux barrages policiers qui sont sur la route.

Quant aux petits commerçants exerçant dans les communes d'Adjamé, Treichville etc., ils ne peuvent plus s'y rendre très tôt et dès l'après midi, ils sont pressés et stressés de rentrer à la maison. Il y en a aussi qui se levaient le matin de bonne heure pour acheter du poisson, des produits vivriers etc. pour les revendre. Mais maintenant cela devient très difficile avec le couvre-feu et se traduit par un manque à gagner pour ces petits vendeurs à majorité des femmes qui nourrissent leur famille

grâce à ce commerce. Pour les vendeurs de nuit et les tenanciers de maquis, leur situation n'est pas meilleure car ils ouvrent maintenant aux environs de 17h pour certains et referment à 19h-20h alors que la clientèle habituelle vient au de là de cette heure. Comment peuvent-ils alors s'en sortir ?

Par contre, le couvre-feu est une occasion pour les bandits et les assassins d'opérer nuitamment en toute quiétude. Les populations sont souvent obligées de braver le couvre feu et de faire des barrages pour leur sécurité car les "forces de l'ordre" n'osent même pas patrouiller à l'intérieur des quartiers. Et quand par hasard elles le font, elles n'hésitent pas à tirer sur les pauvres gens sans armes.

Ce fut le cas dans le sous quartier d'Abobo Bocabo le 4 février où les militaires ont ouvert le feu dans le dos d'un jeune homme, le tuant sur le coup, alors qu'ils savaient que le jeune ne faisait que participer à une opération de sécurité devant des habitations. L'un des militaires avait exigé qu'ils les « arrosent » tous avec leurs fusils parce qu'ils sont des Dioula et donc responsables, pour eux, de tous les crimes. Ses propos étaient empreints de tribalisme, d'ethnisme.

L E U R S O C I E T E

LES PRIX FLAMBENT, IL FAUT UNE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES

Tous les prix des produits de première nécessité ont augmenté. Ce qui a rendu le marché encore plus inaccessible aux travailleurs et aux petits ménages en général. La petite bouteille de gaz qui était vendue à 1800 f se vend à 3000 Fr, celle de 12 kg vendue à 4000 Fr se vend à 6500 Fr ou quelque fois à 7000 Fr, selon les quartiers. Le kilo de sucre est à 1200 Fr au lieu de 500 Fr. le litre d'huile se vend à 1200 Fr au lieu de 800 Fr. Le kilo de d'oignon qui était de 300 ou 350 Fr est vendu quelque fois à 1200 Fr selon qu'il y a un arrivage ou pas. Si avant la crise post-électorale, certains ménages n'avaient qu'un seul repas par jour, aujourd'hui ce seul repas est devenu un luxe.

Dans cette situation, les industriels et les grands commerçants continuent de s'enrichir. Les « corps

habillés » ne sont pas en reste. Sous prétexte de guerre, des barrages sont dressés sur toutes les routes où les transporteurs sont systématiquement rackettés. Sur la voie qui mène de l'abattoir de Port Bouet au marché d'Adjamé l'on compte 9 à 15 barrages selon le journal Fraternité-Matin, qui a titré : « le racket des forces de l'ordre fait grimper les prix ». A chaque barrage, les commerçants et chauffeurs doivent payer au moins 500 Fr.

Malgré les déclarations et les promesses du gouvernement dans le sens de lutte contre la cherté de la vie, les choses ne font qu'empirer. Aucune mesure n'est prise pour faire baisser les prix et encore moins d'obliger les employeurs à augmenter les salaires des travailleurs.

A PROPOS DU MEETING DE BLE GOUDE I

Le 05 février, Blé Goudé a organisé un meeting à la place de la république au Plateau pour protester contre la présence du président burkinabé au sein du « panel » des chefs d'Etat commis par l'Union Africaine pour tenter de trouver une solution à la crise postélectorale. Cette manifestation a rassemblé des milliers de personnes.

Ce n'est pas étonnant quand on sait que les partisans du LMP sont convoyés par des bus et des transports privés escortés, sécurisés par les forces de défense et de sécurité ! Quand il s'agit des partisans du RHDP, ceux-ci sont traqués, gazés, blessés et même tués par les forces de l'ordre !

L E U R S O C I E T E

Alors quand Blé Goudé affirme avec fierté qu'il est le maître de la mobilisation de la rue, il ne dit pas que ses partisans n'ont pas à craindre les chars de la BAE qui sont postés à

chaque carrefour. Il oublie que les morts qu'on dénombre par dizaine voire par centaine sont toujours du côté de l'opposition.

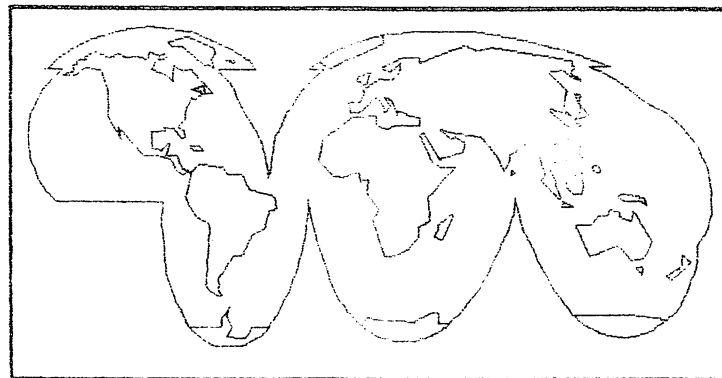
NE PAYONS PAS AVEC NOTRE SANG UN COMBAT QUI N'EST PAS LE NOTRE

Près de 500 morts, 1124 blessés, 51 détenus et plus de 100 personnes disparues, c'est le bilan des pertes en vies humaines et de dommages sur des personnes, selon "la cellule socio-médicale" du RHDP, depuis le déclenchement de la crise post électorale. Ces chiffres ne prennent pas en compte les charniers, les morts issues des affrontements dans les villes de l'intérieur du pays. La grande majorité des victimes est issue de la classe des pauvres, très rarement des riches. Cette lutte pour le pouvoir entre les clans Gbagbo et Ouattara se fait sur la peau des

pauvres et crée la division entre nous. Cette division ne nous arrange pas. Nos salaires ne nous permettent pas d'assurer nos besoins les plus élémentaires ; nous vivons dans les quartiers insalubres qui ne sont pas viabilisés ; bref, qu'on soit sympathisants de RHDP ou de la LMP, en tant que travailleurs, nous vivons dans les mêmes conditions de vie précaire.

C'est cela notre existence. Quel que soit le gouvernement en place, il ne règlera pas nos problèmes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : DERRIERE LA FACADE DE LA MODERNITE, LA REALITE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

Avec la situation de crise que traverse le pays, l'insécurité à Abobo, le couvre feu, le manque de transport, nombreux sont nos collègues qui étaient dans l'impossibilité de se rendre régulièrement au travail. Conséquence, à la fin du mois dernier, ils se sont retrouvés avec des bulletins de paye quasi nuls. Beaucoup se sont retrouvés sans un sou, une fois les prêts coupés. Dans ces conditions, comment faire face aux margouillats et autres créanciers ? Comment payer sa maison ? Comment faire face aux différentes factures ? Comment assurer la popote, avec la flambée des prix ? Et le transport pour se rendre au travail ? Face à la grogne des travailleurs, la direction s'est vue dans l'obligation de faire un geste. Elle a

accordé un prêt de 30 000Fr remboursable en six mois. Mais même là encore, elle va montrer son habileté à diviser les travailleurs en excluant les journaliers, comme s'il s'agissait de sous-hommes.

Cette situation est d'autant plus révoltante que c'est nous les travailleurs qui avons contribué à bâtir cette entreprise au prix de notre sueur. Les profits que les gros actionnaires ramassent, ils les doivent exclusivement à notre travail. Pourquoi, alors au moindre problème, c'est à nous d'en faire les frais ? D'autant plus que ces profits pourraient sans problème payer l'intégralité des salaires des travailleurs, qu'il y ait du travail ou pas !

FILTISAC : NOUS NE SOMMES PAS DES ANIMAUX !

Pendant les événements politiques récents, pour faire tourner malgré tout l'usine, la direction a trouvé sa solution.

D'abord, Les programmes ont été aménagés de telle sorte que des travailleurs se retrouvaient avec des nuits de travail de 14 heures d'affilée. Elle est même allée jusqu'à proposer un hangar qui sert à emmagasiner des sacs pour servir de dortoir pour les ouvriers. Il faut voir que dans ce magasin il n'y a même pas de fenêtre ni d'aération. Les travailleurs sont sensés se débrouiller à même le sol. Et au vu de ce programme, les ouvriers étaient obligés de passer trois jours dans ces conditions sans même

pouvoir rentrer chez eux. Même des bagnards ne sont pas traités ainsi. Evidemment, les travailleurs vont refuser d'être traités ainsi.

Par ailleurs, face à l'absence de transport en commun, le patron avait aussi mis des véhicules bâchés et des camions non aménagés pour transporter les ouvriers. Ils y étaient parqués à l'intérieur au mépris de toute règle de sécurité, sans aucun siège.

Ceci nous montre tout le mépris que les patrons ont à l'égard des ouvriers. Pour eux, le travailleur, ça sert seulement à faire du profit. Le reste, ce n'est pas leur problème, pensent-ils.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : OU EN EST-ON DE LA SITUATION DE NOTRE COLLEQUE BLESSE PAR BALLE PAR L'ONU-CI ?

L'un de nos collègues avait été blessé par balle par l'Onu-ci, en rentrant chez lui, il y a de cela plus d'un mois.

Après qu'il a été blessé, il a été évacué d'urgence à l'Hôpital Militaire d'Abidjan (HMA). Là, les autorités ont demandé aux médecins de ne pas lui donner les premiers soins avant l'arrivée de l'équipe de reportage de la RTI ; et cela, au risque d'aggraver son cas. Ainsi, évacué aux environs de 9 heures, c'est seulement dans l'après midi qu'il a reçu les premiers soins.

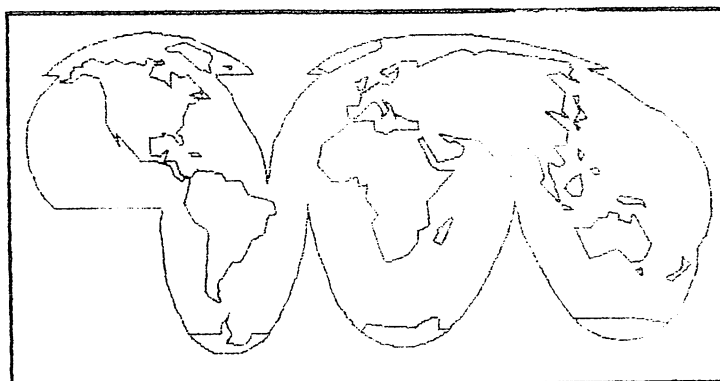
Là bas, il a reçu la visite de toute une brochette d'hommes politiques en l'occurrence Mme Gbagbo, Bro Grébé, le chef d'état major, etc. Même la direction de Filtisac est allée faire son cinéma là bas en lui remettant la somme de

30 000 F, comme s'il s'agissait d'un mendiant. Après un moment, il a été transféré à la gendarmerie d'Agban.

A Agban, la nourriture, la salle et même certains médicaments étaient à sa charge. Face à cette situation, ses proches ont entrepris une démarche auprès de Simone Gbagbo. Elle leur a tout simplement demandé d'aller voir les Députés d'Abobo et que c'est eux qui sont en charge de cela. Ils ont même entrepris des démarches vers la présidence. Là aussi, ça s'est avéré infructueux.

Aujourd'hui, après avoir servi d'objet publicitaire, notre collègue est revenu dans son quartier sans le moindre sou. Attendant certainement que sa plaie guérisse avant de reprendre le travail à nos côtés, si sa place existe encore.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**APRES LES REVOLTES POPULAIRES EN TUNISIE ET EN EGYPTE
ET AVANT CELLES QUI COUVENT AILLEURS EN AFRIQUE**

Le 16ème sommet de l'Union Africaine (UA) qui s'est tenu à Addis Abéba du 24 au 31 janvier dernier avait réuni les dirigeants des pays africains pour soi-disant "examiner la situation politique du continent". Alors qu'une crise sans précédent se déroulait presque sous leurs yeux en Tunisie et en Egypte, alors qu'en Algérie la vague de mécontentement et de contestation menace de plus en plus ouvertement le régime du dictateur Bouteflika, alors que les dirigeants marocains et mauritaniens vivent sous la crainte de cette même vague de contestation qui ne connaît pas de frontière, ces dirigeants ont réussi la prouesse de ne pas parler de cette situation brûlante qui touche pourtant directement des Etats membres de plein droit de l'Union Africaine. Ils se sont contentés tout juste d'un communiqué laconique sur le cas de la Tunisie en se félicitant que la "transition" du pouvoir se fasse "en conformité avec la constitution".

Interrogé sur ce silence assourdissant, un des porte-parole de l'UA s'est contenté de déclarer que la "non ingérence dans les affaires internes d'un Etat membre" fait partie d'une des règles de l'UA. Ce qui n'a pas empêché cette même UA de se pencher sur la situation en Côte d'Ivoire et de désigner un "panel" constitué de cinq chefs d'Etats pour tenter de trouver une solution à la crise ivoirienne.

En tout cas, même s'ils n'ont pas parlé publiquement de cette vague de contestations et de révoltes populaires qui balaie le nord du continent, il est évident que cette situation préoccupe, à plus d'un titre, un grand nombre de dirigeants africains, plus particulièrement ceux qui sont dans la zone subsaharienne. Ils savent que les conditions

qui ont conduit, en Tunisie puis en Egypte, des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue, à braver la violence policière, existent aussi chez eux et peuvent engendrer les mêmes révoltes contre leur pouvoir.

Le chômage, la vie chère, la dictature, la corruption, les détournements des fonds publics par les dirigeants et par leurs familles, le népotisme, le clientélisme, etc., existent sur l'ensemble des pays du continent. Ce sont toutes ces choses-là qui ont fait éclater la colère populaire longtemps étouffée et qui ont fini par balayer Ben Ali et Moubarak. Le premier a sévi durant 23 ans et le second près de 30 ans.

Le colonel Kadhafi a été un des rares à déplorer publiquement l'éviction de Ben Ali. Il est probablement bien placé, en tant que voisin direct et ami de ce dernier, pour savoir que lui-même pourrait subir le même sort même si jusqu'à aujourd'hui sa dictature n'est pas confrontée à une contestation populaire ouverte. Mais ce n'est pas parce que la colère ne se voit pas et ne se manifeste pas (pour le moment) dans la rue qu'elle n'existe pas. On pouvait dire la même chose de la Tunisie de Ben Ali qui avait été montrée par les dirigeants des puissances impérialistes comme le modèle de croissance économique et de stabilité politique... jusqu'au jour où une goutte d'eau a fait déborder le vase. Cette goutte d'eau, ce fut le jour où un jeune chômeur qui survivait grâce à la vente de quelques marchandises s'est immolé par le feu à la suite de la destruction de son étalage par la police. Cela s'est passé le 17 décembre dernier dans la ville de Sidi Bouzid (40 000 habitants). Cela a tellement ému la population que la colère s'est rependue comme une trainée de

poudre. Toutes les colères et les rancœurs à l'encontre du régime ont fini par éclater au grand jour. Les manifestations se succédaient jusque devant les sièges du ministère de l'Intérieur et du parti unique de Ben Ali. Ni les arrestations ni les balles de la police n'arrivaient à bout de la révolte. Les dirigeants des grandes puissances impérialistes, notamment ceux de la France dont la bourgeoisie a d'énormes intérêts en Tunisie, ont fini par lâcher leur protégé Ben Ali pour préserver l'essentiel pour eux, à savoir leurs intérêts capitalistes. C'est le même sort qu'a vécu l'égyptien Moubarak après 18 jours de manifestations populaires dans les rues du Caire.

Après l'Égypte, l'Algérie?

Bouteflika en Algérie est confronté depuis plusieurs semaines à une vague de contestation et a commencé à promettre un assouplissement de l'État d'urgence en vigueur depuis 1992. Il a également fait baisser la TVA sur les denrées alimentaires, promis du travail pour les jeunes, des logements sociaux, etc. Mais la contestation ne semble pas diminuer d'intensité. Malgré l'interdiction de manifester, malgré le déploiement de 40 000 policiers dans la capitale (selon un dirigeant d'un parti de l'opposition), malgré le déploiement de blindés pour les intimider, malgré l'arrestation de plusieurs centaines de personnes la veille ainsi que le jour de la manifestation, plusieurs centaines de personnes (2000 selon certaines sources) ont tout de même osé braver l'interdiction en sortant dans la rue.

Et en Mauritanie?

En Mauritanie, le pouvoir d'Ould Abdel Aziz craint aussi depuis plusieurs semaines que la flambée des prix (sucre, l'huile et lait en poudre) qui frappe les couches populaires, ne provoque des manifestations de rue qu'il risque de ne

plus contrôler. Une marche et un meeting regroupant des partis d'opposition ont eu lieu le 10 janvier à Nouakchott pour protester contre cette situation. Pris de peur, le président et son Premier ministre ont annoncé qu'ils allaient "prendre les mesures les plus urgentes... pour permettre de contenir les prix". Visiblement ce que craint le pouvoir, ce ne sont pas les partis d'opposition dirigés par des notables qui défendent fondamentalement les mêmes intérêts que lui, c'est-à-dire ceux des riches. Ce qu'il redoute le plus c'est que la vague de révolte qui déferle depuis la Tunisie jusqu'à l'Algérie voisine, n'atteigne la Mauritanie.

La colère gronde aussi au Sénégal

Le Sénégal ne fait pas partie du Maghreb et n'a pas de frontière commune avec l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, mais il est confronté au même problème de fond. Les grands médias d'État ne parlent jamais des manifestations de colère qui éclatent régulièrement dans les quartiers populaires depuis le mois de décembre 2010. Un témoin affirme que depuis le 8 janvier il y a "au minimum deux ou trois soirées d'émeutes par semaine" dans plusieurs quartiers populaires de la capitale. Certes pour le moment il ne s'agit que de quelques groupes de jeunes qui expriment leur ras-le-bol contre les coupures intempestives d'électricité. Mais ils protestent aussi contre l'augmentation du prix de cette électricité (40% en cinq ans), contre la cherté de la vie, contre le chômage qui frappe durement les couches populaires et plus particulièrement cette jeunesse des quartiers défavorisés dont l'avenir est bouché. Même si jusqu'ici leurs parents ne les suivent pas dans la rue, ils les soutiennent tout de même car ils en veulent à ceux qui dirigent ce pays de ne rien faire en leur faveur.

Depuis le mois de novembre dernier les prix des denrées alimentaires ont

connu des augmentations spectaculaires dépassant parfois les niveaux atteints en 2008, année qui a connu la grave crise alimentaire provoquée par la spéculation sur les produits de consommation comme le riz. Le gaz butane que presque toutes les familles utilisent pour la cuisson des aliments a augmenté de plus de 30%. Le sucre, l'huile alimentaire, la farine, le lait en poudre, etc... tout a augmenté sauf les salaires des petits employés et des travailleurs. A toutes ces difficultés se sont ajoutées les coupures de courant de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues (parfois plus d'un jour et demi dans les quartiers pauvres). Ce problème de fourniture de courant dure depuis des années. Il existait déjà sous le régime du président Abdou Diouf. En le succédant en l'an 2000, Wade avait promis de trouver une solution. Non seulement il n'a pas réglé le problème mais celui-ci n'a fait qu'empirer. Plus de dix ans après, en octobre 2010, il nomme son propre fils au poste de ministre de l'Energie et lui donne comme mission de régler la crise de la Sénélec (Société nationale de l'électricité). Il a de nouveau menti en parlant de "plan d'urgence". Mais depuis cette date aucune action concrète n'a été entamée et rien ne permet d'entrevoir une quelconque solution avant plusieurs années. Dans les quartiers pauvres, les habitants sont excédés par ces coupures qui ne font que s'amplifier et auxquelles s'ajoutent celles de l'eau. C'est pour cela que de plus en plus de parents soutiennent les jeunes qui brûlent des pneus dans les rues et qui font du bruit pour se faire entendre par les autorités.

A tous ces mécontentements dans les quartiers populaires s'ajoute aussi la colère des employés des hôpitaux publics qui font la grève et qui protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail et contre leurs bas salaires. Ces grèves sont fréquentes et pas seulement dans la capitale. Mais le gouvernement les ignore avec un total mépris. Tout

dernièrement, au début de ce mois de février, ce sont les enseignants des écoles publiques qui se sont mis en grève pour le paiement de leurs salaires.

Les raisons de mécontentement sont donc nombreuses au Sénégal même si cela ne se voit pas forcément par le nombre de manifestants dans les rues de Dakar ou d'autres grandes villes. Et même si les médias d'Etat et les autorités font mine de les ignorer et de les négliger, elles craignent la généralisation de cette colère. C'est cette crainte qui a conduit le gouvernement à annoncer le 4 février qu'il allait procéder à une baisse des prix des denrées de base. C'est ainsi que le kilo de riz ordinaire local (appelé riz Goana par les habitants) est passé de 300 à 250 F cfa, le litre d'huile végétale de 1100 à 1000 F, l'huile non raffinée (dite huile de barrique) de 950 à 800F, le lait en poudre de 1300 à 1200 F les 500 grammes, le savon ordinaire de 275 à 250 francs le morceau de 500 grammes. La bouteille de gaz butane de 6 kilo qui coûtait 4000 F est passée à 3750 F. Il faut noter que cette baisse toute relative des prix s'est faite essentiellement sur le dos des petits commerçants à qui le pouvoir a imposé la réduction de leurs marges sous peine de trois mois d'emprisonnement. Les grossistes eux, n'ont subi aucune contrainte, ni aucune obligation de diminution des marges. Le gouvernement les a excusés par avance en disant qu'ils ne peuvent pas diminuer leurs prix tant qu'ils n'auront pas épuisé leurs stocks.

Cela dit, malgré cette récente baisse, le niveau des prix des denrées de base est toujours resté très élevé du fait de la précédente flambée. Néanmoins en prenant cette décision le gouvernement a peut-être donné (sans le vouloir) un signe d'encouragement à tous ceux qui ont des raisons de manifester leur colère contre la dégradation de leurs conditions

d'existence pour exiger de lui d'autres actions concrètes en leur direction.

Il est de plus en plus fréquent d'entendre (pas seulement de la bouche des politiciens sénégalais de l'opposition) mais aussi de la part des petites gens qui suivent l'actualité au Maghreb, qu'ils souhaitent que Wade subisse le même sort que Ben Ali et Moubarak. Il y a au moins une chose qui unit ces trois hommes : c'est le fait qu'ils préparaient leur succession à la tête de l'Etat par leur propre fils. Mais cette ambition, ils n'étaient pas les seuls à en rêver. Kadhafi, par exemple, fait partie de ceux-là. Il y en a qui l'ont réalisé après leur mort. Au Togo c'est Eyadema fils qui a succédé à son père, au Gabon c'est Bongo fils et en RDC c'est Kabila fils. D'autres dictateurs encore au pouvoir rêvent peut-être secrètement de transmettre le pouvoir à leur descendance. En ce moment ils doivent certainement se poser des questions. En tout cas celle-ci ne se pose plus pour Ben Ali et Moubarak.

Les exploités ont à lutter pour leurs propres intérêts

Tout le monde parle de "révolution" et de "démocratie" qui seraient réalisées en Tunisie puis en Égypte, y compris les dirigeants des grandes puissances qui se sont félicités (après coup) de la

"transition" telle qu'elle s'est faite dans les deux pays, c'est-à-dire sans la remise en cause de leurs intérêts généraux. Barak Obama, Sarkozy et la bourgeoisie qu'ils représentent voudraient que les travailleurs et les classes pauvres se contentent de quelques symboles et fassent confiance au "gouvernement de transition". Ce qu'ils veulent avant tout c'est que tout rentre dans l'ordre pour que l'exploitation capitaliste continue comme avant. Il est donc vital que les travailleurs prennent conscience qu'ils ont en face ou à côté d'eux des ennemis déguisés en faux amis et que la "démocratie" et la "liberté" qu'ils préconisent, sont des coquilles vides. Oui les travailleurs et les classes exploitées ont besoin de liberté, oui ils ont besoin de plus de démocratie. Mais ce n'est pas par le remplacement de quelques têtes au sommet de l'appareil d'Etat qu'ils pourront les obtenir. Il faudra qu'ils les imposent par la force, par leur lutte farouche contre la classe des exploités et des parasites. Il est important que les travailleurs sachent que c'est le système capitaliste qui se trouve derrière toutes les dictatures et qui est à la base de l'exploitation et de l'oppression, et que c'est ce système qu'il faut abattre pour en finir réellement avec la misère et l'oppression. Sans une telle conscience, les travailleurs sont piégés, leurs luttes et leurs sacrifices finissent par engendrer des pouvoirs qui se retourneront inéluctablement contre eux.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation